

**Loi**

*du*

**modifiant la loi sur la santé (protection contre la fumée passive)**

---

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu le message du Conseil d'Etat du 15 avril 2008 ;

Sur la proposition de cette autorité,

*Décrète :*

**Art. 1**

La loi du 16 novembre 1999 sur la santé (RSF 821.0.1) est modifiée comme il suit :

**Art. 35a (nouveau)** Protection contre la fumée passive

<sup>1</sup> Il est interdit de fumer dans les espaces fermés accessibles au public, notamment dans :

- a) les bâtiments de l'administration publique ;
- b) les hôpitaux et les autres établissements de soins ;
- c) les garderies, les maisons de retraite et les établissements assimilés ;
- d) les établissements d'exécution des peines et des mesures ;
- e) les établissements d'enseignement ;
- f) les musées, les théâtres et les cinémas ;
- g) les installations de sport ;
- h) les établissements publics au sens de la loi sur les établissements publics et la danse, indépendamment de la catégorie de patente ;
- i) les bâtiments et les véhicules de transport public ;
- j) les magasins de vente et les centres commerciaux.

<sup>2</sup> La direction de l'exploitation peut autoriser à fumer dans des locaux spécialement aménagés et qui ne servent pas de lieu de travail, pour autant que ceux-ci soient isolés des autres espaces par une séparation étanche, désignés comme tels et dotés d'une ventilation suffisante (locaux fumeurs).

<sup>3</sup> Le Conseil d'Etat fixe les conditions relatives à la conception de locaux fumeurs et à la ventilation. En outre, il peut édicter des dispositions dérogatoires pour les établissements destinés à la détention ainsi que pour les établissements de séjour permanent ou prolongé.

**Art. 124 al. 4 (nouveau)**

<sup>4</sup> Les mesures visant au respect de l'article 35a dans les établissements publics relèvent de la Direction en charge de la police du commerce.

**Art. 128 al. 1<sup>bis</sup> (nouveau)**

<sup>1bis</sup> Est passible de l'amende jusqu'à 1'000 francs la personne qui :

- a) aura contrevenu à l'interdiction de fumer prévue à l'article 35a ;
- b) aura mis à disposition des locaux fumeurs qui ne remplissent pas les conditions de l'article 35a al. 3.

**Art. 2**

<sup>1</sup> La présente loi est soumise au référendum législatif. Elle n'est pas soumise au référendum financier.

<sup>2</sup> Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.